

Chômage et précarité : l'indice cache la forêt

dimanche 7 octobre 2007, par [MEZZI Dominique](#) (Date de rédaction antérieure : 4 octobre 2007).

Après 26 mois d'euphorie, et bientôt un an de polémiques sur son honnêteté, l'indice devenu « officiel » du taux de chômage grimpe à nouveau de 0,6 % en août. Cet indice est en réalité administratif : il mesure les inscrits à l'ANPE, qui recherchent un CDI à plein temps (catégorie 1). Officiellement, il n'y aurait rien d'alarmant : « *Les conditions climatiques ont pesé sur l'activité estivale* », justifie le directeur de l'ANPE. Rien donc qui s'apparenterait à un problème de croissance en berne (pourtant partout commentée), qui finirait par retentir sur « le » chiffre politique mensuel.

On sait que, après le Collectif Les autres chiffres du chômage (ACDC), qui montrait que le chômage réel était escamoté, l'Insee lui-même, qui effectue une enquête approfondie, avait, au printemps, différé ses propres résultats, qui ne « cadraient » plus avec le chiffre ANPE. Une expertise a été effectuée et une nouvelle méthode annoncée (par exemple, le chômage dans les DOM serait enfin comptabilisé). Il semble que la réévaluation ainsi envisagée soit faible (0,4 %), ce qui fait dire au collectif ACDC que la méthode nouvelle se rapproche plus de « l'embrouille » que de la rigueur.

Mais l'essentiel est ailleurs. Lorsque la précarité n'avait pas explosé, la distinction stricte entre chômage et emploi (CDI à plein-temps) avait un sens. Aujourd'hui, l'offensive patronale de déréglementation sociale et toutes les politiques superposées de gestion du sous-emploi ont rendu floue la frontière entre salariat occupé et chômage.

C'est pourquoi le collectif ACDC préfère un instrument de mesure issu du Bureau international du travail (BIT), « l'indice d'emploi inadéquat », qui additionne la précarité, les très bas salaires, les personnes employées en dessous de leurs qualifications et les emplois dégradés (nuisances, travail de nuit, etc.). 11,4 millions de salariés, soit 41 % de la population active, se trouvent dans cette situation d'emploi inadéquat ou dégradé. Si on y ajoute 9 % de chômeurs, c'est la moitié de la population qui est en insécurité, en précarité, en chômage ou en mauvais travail.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2221 du 4 octobre 2007.